

Intervention de Nathalie NAIL

Monsieur le Président,

Je souhaiterai vous faire part de réflexions et de propositions au lendemain des élections européennes,

Des élections marquées par une abstention massive et un rejet des orientations de la social-démocratie, et après lesquelles le gouvernement avoue l'envolée du chômage et l'aggravation de la récession.

Alors au lendemain de ces élections :

- On aurait tort de penser que cette abstention record (4 électeurs seulement sur 10 se sont déplacés !) est de l'indifférence, mais plutôt un désaveu de l'Europe libérale actuelle, dérobée à ses citoyens.
- On aurait tort aussi de penser que le score de l'UMP constitue une victoire et surtout un argument en faveur de sa politique.
- On aurait tout aussi tort de considérer la relative faiblesse de la 5^{ème} mobilisation syndicale unitaire du 13 juin, qui n'a pas fait le plein, comme un renoncement du mouvement social : si les salariés n'ont pas massivement pris part aux cortèges, un sondage « BVA – les échos » révèle que 74% des Français estimaient justifiée cette journée d'action et que 6 Français sur 10 jugent mauvaise la politique économique de l'équipe Sarkozy/Fillon. Le mécontentement demeure, et il y a effectivement de quoi !

Dès le lendemain du vote, le gouvernement a annoncé que la France allait connaître une récession historique marquée par un recul du PIB de 3% et la destruction nette de 590 000 emplois.

Suppressions d'emploi qui vont s'ajouter à celles déjà enregistrées, depuis quelques mois, (pour mémoire, + 45 000 en décembre, + 90 200 en janvier, + 80 000 en février...)

Pour notre région, je rappelle que le chômage a déjà progressé de 2,7% en décembre, de 3,7% en janvier et encore de 4% en février (+ 23% en un an !) avec 8 000 suppressions de postes recensées dans les entreprises Haut Normandes dont 3 600 en Seine Maritime.

Même explosion concernant le chômage partiel : avec 1 270 millions d'heures chômées dans la région pour toute l'année 2008, on est déjà arrivé à 2 800 000 au début de l'année 2009 !

Depuis, évidemment le mouvement ne s'est pas inversé, et on pourrait citer, au hasard des revues de presse, la disparition de Piochel à Rouxmesnil Bouteilles, celle de 1 000 emplois dans l'industrie chimique (selon l'union des industries chimiques de Normandie elle-même) : 600 dans 4 établissements promis à fermeture 400 autres dans des sites en voie de restructuration), la persistance du chômage partiel aux verreries Brosse à Vieux Rouen sur Bresle,

ou encore les blocages des centrales d'achat de la grande distribution par les agriculteurs et producteurs de lait.

Je pourrais malheureusement multiplier les exemples...

C'est peu dire que nos lendemains ne s'annoncent pas « chantants », surtout quand le gouvernement et la droite n'hésitent pas à en rajouter : je prendrai quelques exemples :

1^{er} exemple :

A l'assemblée nationale, la droite vient de voter l'assouplissement du prêt de main d'œuvre entre entreprises, qui permet de louer des hommes ! En ces temps d'hécatombe d'emplois industriels qui laissent sur le carreau 2 000 hommes et femmes chaque jour ! (A tel point d'ailleurs que les employés de « pôle Emploi » sont submergés par la foule des victimes de ce capitalisme prédateur qui instrumentalise la crise elle-même pour pousser les feux de la précarisation).

2^{ème} exemple :

87 députés de droite ont déposé une proposition de loi visant à priver les agents des communes et des départements des garanties de la fonction publique, sous couvert d' « instituer la liberté de recrutement par les collectivités territoriales » et avec l'objectif de permettre aux collectivités « une souplesse de gestion des compétences de leurs personnels ». C'est en fait faciliter la privatisation des services publics !

3^{ème} exemple :

Concernant le RSA : « taxez plutôt vos parents » titrait un quotidien le 16 juin : en effet, le formulaire retiré à la CAF questionne sur 5 pages les postulants au RSA et les encourage à entreprendre des démarches devant les tribunaux pour obtenir une aide financière de leurs proches s'ils affrontent des difficultés ! comme si l'Etat leur demandait de faire jouer la solidarité familiale avant la solidarité nationale ! Devant le trouble causé, le haut commissariat de Martin Hirsch dans un communiqué a indiqué que le formulaire sera modifié, mais ce malaise est bien révélateur !

Ajoutons à cela le désengagement de l'Etat dans l'opération Ticket Sport, décidé brutalement et unilatéralement, et on aura ainsi abordé des questions certes nationales mais qui touchent directement les fonctionnaires, les sportifs et les salariés de notre Département. Comme quoi c'est bien de politique départementale dont on parle ici.

Mais j'ai gardé le meilleur pour la fin : la retraite à 67 ans ! La destruction massive d'emplois plombe la sécurité sociale qui accuse un déficit de 20 Milliards d'euros (100 000 chômeurs représentent un manque à gagner de 1,3 Milliards d'euros et une réduction d'un point de la masse salariale entraîne la perte de 2,5 Milliards de recettes).

Matignon envisagerait donc le report de l'âge de la retraite, plutôt que de lancer un véritable plan de relance économique.

Déjà, la remise en cause des prétendus « abus » en matière d'arrêts maladie annonce la couleur !

Alors faut-il se contenter de se lamenter et de constater ?

Bien entendu non, et autant le mouvement social continue de vouloir faire reculer le gouvernement en recherchant de nouvelles formes d'actions s'inscrivant dans un mouvement durable, autant il appartient aux hommes et femmes politiques de gauche de chercher et de proposer des perspectives politiques clairement alternatives.

C'est le sens du projet de Front de Gauche, qui souhaite fédérer les énergies antilibérales.

Au-delà de nos propres rangs, c'est aussi le sens de la contribution de certains collègues socialistes qui prônent le rassemblement des forces de gauche autour d'un projet « post » libéral basé sur les thèmes de « l'intervention de la puissance publique face au capitalisme financier pour plus de transparence et de justice, l'encadrement du libre échange commercial pour une mondialisation régulée, l'amélioration des conditions de travail et de la rémunération du salarié, et une mutation verte de l'appareil de production et des modes de consommation ».

Il y a là de quoi se rejoindre, comme il y a aussi matière à nous rejoindre, ici, au sein de notre assemblée départementale, pour engager une bataille politique d'ampleur pour une réforme des finances locales.

C'est donc je crois, en étant rassemblé autour d'une ambition et d'une politique transformatrice que, de l'Europe à la commune, en passant par le Département et la Région, le peuple nous fera confiance pour que se mette en œuvre la nouvelle société à laquelle il aspire.